

CORDOBA WORKSHOPS REPORTS

Formation des étudiants sur la transformation des conflits
**Rapport de l'atelier de formation visant à
contribuer à l'atténuation de la violence
dans les universités marocaines**

Casablanca, 21 - 22 avril 2018

Auteur | Maati Monjib



FONDATION CORDOUE DE GENÈVE
CORDOBA FOUNDATION OF GENEVA - مؤسسة قرطبة جنيف



مركز الدراسات و الأبحاث الإنسانية - مدى -
WWW.madacenter.ma

© Fondation Cordoue de Genève, 2018

Fondation Cordoue de Genève
Case postale 360
CH -1211 Genève 19
Tél. : +41 (0) 22 734 15 03
info@cordoue.ch
www.cordoue.ch

Centre d'Études et de Recherches Humaines
29 Rue Amr Al Silaoui
Casablanca 20250, Maroc
Tél. : +212 (0) 522 224 227
centremada98@gmail.com
www.madacenter.ma

Formation des étudiants sur la transformation des conflits

Rapport de l'atelier de formation visant à contribuer à l'atténuation de la violence dans les universités marocaines

Casablanca, 21 – 22 avril 2018

Auteur : Maâti Monjib

Traduit de l'arabe par : Khadidja Neggazi

Édité par : Fondation Cordoue de Genève

Mise en page et couverture : Amine Lakhdar

Propriété intellectuelle : ce rapport appartient conjointement à la Fondation Cordoue de Genève et au Centre Mada. La diffusion et l'utilisation de ce document sont permises sous conditions de citer la source.

Remerciements : Nos remerciements vont à tous les participants à l'atelier pour leur contribution à la réalisation de ce rapport. Nous remercions également le Bureau « Religion-Politique-Conflit » du Département fédéral des affaires étrangères suisse pour leur contribution à la réalisation de ce travail.

Les opinions exprimées dans ce rapport présentent les vues du contributeur, et pas nécessairement ceux de la Fondation Cordoue de Genève.

LA FONDATION CORDOUE DE GENEVE

(FCG) est une organisation non-gouvernementale suisse à but non lucratif œuvrant dans le domaine de la promotion de la paix. Nous travaillons principalement sur les tensions et les polarisations dans les sociétés où vivent des musulmans, et nous visons à renforcer les ressources théoriques et pratiques en matière de transformation de conflits dans les pays à majorité musulmane. Etablie à Genève en 2002, notre Fondation promeut l'échange entre les cultures et les civilisations, dans l'esprit qui prévalait à Cordoue au Xe siècle. La ville andalouse appelée « Capitale de l'esprit » demeure un modèle quasi-unique de coexistence pacifique et de brassage des idées.

www.cordoue.ch

LE CENTRE MADA

Le Centre d'études et de recherches humaines est une « association de jeunes qui contribue à la réalisation de la démocratisation sur une base scientifique et sociétale ». Elle a pour objectifs la recherche théorique et de terrain sur les questions de transformation démocratique, avec des recommandations aux autorités concernées ; l'initiation des initiatives pour promouvoir la pratique et la culture démocratiques dans la région arabe ; l'implication constructive dans les questions et les structures de la réforme démocratique au Maroc ; soutien de l'implication consciente des jeunes dans les questions d'affaires publiques ; et la promotion de la sensibilisation à la diversité et promouvoir l'intégration de la société marocaine.

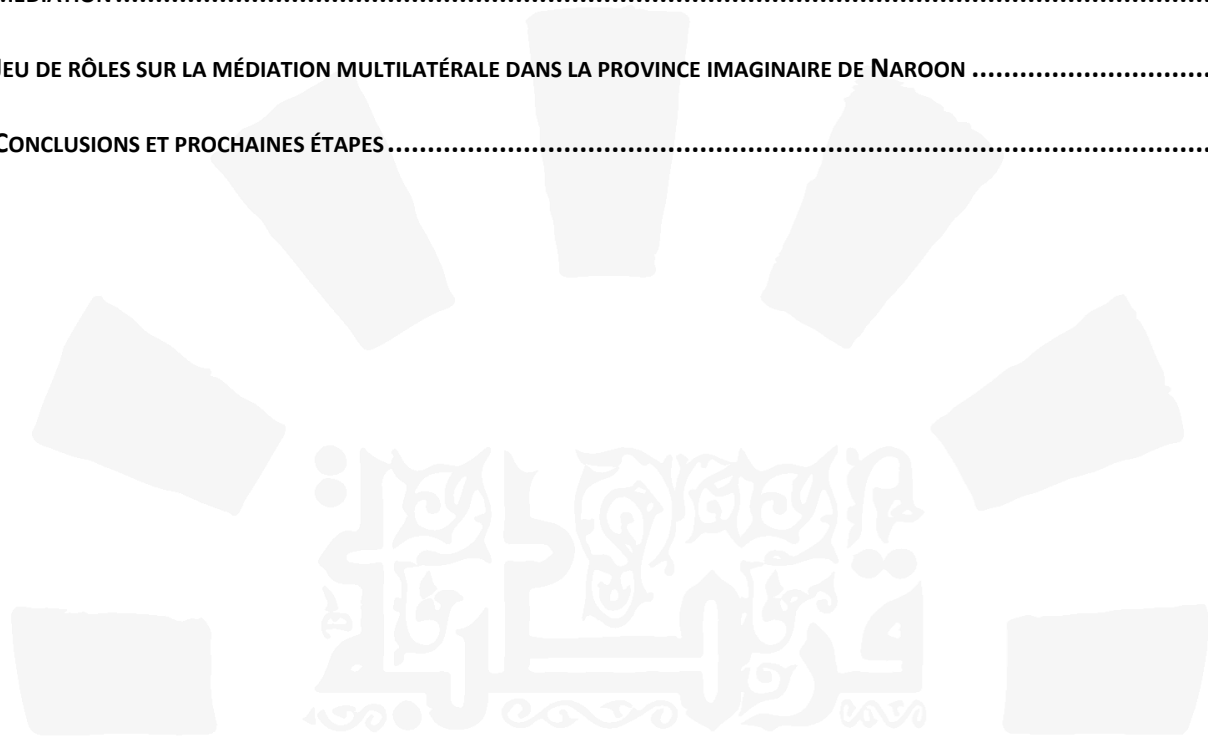
www.madacenter.ma

LE PROGRAMME AFRIQUE DU NORD

Le programme Afrique du Nord est développé conjointement avec le bureau Religion-Politique-Conflit (RPC) de la Human Security Division (HSD) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse. Le domaine d'intérêt de ce programme est de s'occuper des polarisations et des tensions existant à l'intersection de la religion et de la politique et/ou impliquant des acteurs politiques à référentiel religieux. Des sociétés inclusives, participatives et pacifiques dans la région sont le but global de ce programme. Les objectifs pour y contribuer sont 1) réduire les tensions entre islamistes et séculiers, 2) diminuer les facteurs menant à l'exclusion politique d'acteurs à inspiration religieuse, et 3) répondre aux discours religieux violents par des discours et pratiques alternatifs.

SOMMAIRE

LA FONDATION CORDOUE DE GENEVE	3
LE CENTRE MADA	3
LE PROGRAMME AFRIQUE DU NORD	3
INTRODUCTION	5
PREMIÈRE JOURNÉE : EXPÉRIENCES D'EXPERTS MAROCAINS ET BRITANNIQUES	5
DEUXIÈME JOURNÉE : APPROCHES DE LA MÉDIATION MULTILATÉRALE ET LE PROCESSUS DE CONCEPTION DE LA MÉDIATION	7
JEU DE RÔLES SUR LA MÉDIATION MULTILATÉRALE DANS LA PROVINCE IMAGINAIRE DE NAROON	8
CONCLUSIONS ET PROCHAINES ÉTAPES	9



INTRODUCTION

La fondation Cordoue de Genève en collaboration avec le Centre d'Etudes et de Recherches Humaines - MADA- a organisé à Casablanca le 21 et 22 avril 2018 un atelier de formation en présence de près de 25 participant(e)s dont des étudiants de gauche et islamistes, ainsi que de « grands frères¹ » des deux côtés. Le but de cet évènement est de faire prévaloir la culture du dialogue et prévenir les manifestations de la violence dans les universités marocaines alors qu'il y a une recrudescence des conflits violents.

PREMIERE JOURNEE : EXPERIENCES D'EXPERTS MAROCAINS ET BRITANNIQUES

La première journée de l'atelier a été consacrée à la formation sur les compétences de transformation des conflits et les opérations de médiation. Ainsi la première présentation, ayant pour objet « la coexistence pacifique et la gestion de la différence en milieu universitaire » a abordé le concept de la violence comme provenant d'une structure sociale fondée sur l'exploitation, la persécution et la violation des droits. L'intervenant a approché la violence du point de vue des droits de l'Homme, considérant que le respect des droits de l'homme et la prise de ces derniers comme référence commune entre les parties en désaccord pourraient atténuer globalement la violence dans les sociétés y compris en milieu universitaire, objet du présent atelier. La violation des droits de l'Homme est une violence, selon l'intervenant. En revanche la garantie de ces droits est le meilleur rempart contre cette violence, car comme énoncé dans la présentation, ce qui caractérise le système

des droits de l'homme c'est sa non-hiérarchisation. Autrement dit, ce système n'opère pas de distinction entre les droits. L'intervenant a indiqué à ce propos que le premier des droits de l'Homme c'est d'être considéré tant qu'être humain. La discrimination est une violation qui mène à la violence et partant de ce principe, il a estimé que le droit à la démocratie est un droit pour tous les peuples.

Le droit à la démocratie découle du droit de s'organiser, c'est-à-dire former des partis et des associations dans la mesure où la pluralité prévient le totalitarisme, relève l'intervenant. Il affirme par ailleurs que les droits de l'Homme ne se résument pas à des libertés mais se muent en pouvoirs lorsqu'ils sont en lien avec le droit de s'organiser. L'intervenant aborde ensuite le droit à la liberté d'expression et les droits relatifs à la vie privée qui sont du ressort de la liberté individuelle tant qu'ils ne portent préjudice à personne, avant d'ajouter que le droit à l'autodétermination possède une dimension externe à savoir s'affranchir de la colonisation, et une dimension interne relative à la démocratie et à l'idée que tous les droits n'ont qu'une finalité, l'épanouissement de l'être-humain, et ce dernier ne peut avoir lieu que dans un environnement de paix et de coexistence entre les différences.

L'absence de la culture des droits de l'homme est intimement liée à l'incidence de la violence en milieu universitaire, analyse l'intervenant, affirmant que parmi les raisons qui alimentent les pratiques violentes entre les différentes factions on trouve le conflit idéologique et le non-respect de la liberté de croyance. Il relève que la sécularité n'est pas contre les religions mais elle est à mettre en lien avec la liberté de

¹ Anciens dirigeants d'associations étudiantes au Maroc.

conviction. En d'autres termes l'Etat est un Etat de citoyens, parce qu'en démocratie la majorité ne peut faire comme bon lui semble de la minorité, car il existe des règles qui régissent la loi et des règles supraconstitutionnelles en l'occurrence les droits de l'Homme. L'expert a suggéré, lors de cette séance, aux étudiants quelques recommandations afin d'aider à prévenir la violence au sein de l'université :

1. Développer une compréhension commune quant aux questions qui alimentent les tensions et engendrent la violence ;
2. Les syndicats et les factions d'étudiants doivent veiller à assurer l'indépendance de leurs mécanismes de prise de décision vis-à-vis des acteurs actifs en dehors de leurs propres structures ;
3. Faire attention à l'infiltration ;
4. Prendre des mesures pour réformer et refonder l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM) ;
5. Mettre en place un plan commun des priorités des étudiants pour initier un dialogue avec l'administration universitaire.

Dans la même thématique, une intervenante de l'Union Nationale des Etudiants en Grande-Bretagne a évoqué les causes de la violence dans le milieu étudiant. Dans les grandes lignes elle considère que ces raisons se ressemblent dans toutes les universités du monde, y compris en Grande-Bretagne. Cependant la ligne de fracture dans les universités britanniques est la cause palestinienne, elle s'impose avec force dans l'espace du débat universitaire. Elle oppose d'un côté, les partisans du peuple palestinien, et de l'autre, les étudiants pro-Israël. Autant la cause palestinienne fédère les étudiants de gauche et les islamistes dans les universités britanniques, autant elle les divise quand il s'agit de conflits idéologiques ou de s'aligner sur une faction palestinienne ou une autre. Cependant cette cause a également contribué

à la naissance d'une alliance objective entre le courant islamiste et gauchiste car tous les deux font l'objet de persécution, souvent parce qu'ils sont musulmans ou issus de pays musulmans. Cette persécution, ajoutée à la cause palestinienne, ont contribué, selon l'étudiante, à rapprocher les deux courants dans un contexte où les musulmans sont désavantagés face au camp pro-Israël jouit d'une situation beaucoup plus favorable.

Après la présentation, le débat a été ouvert pour les participants qui dans leurs interventions ont insisté sur les causes de la violence et les voies et moyens pour la dépasser. Un intervenant a mis en avant que la coexistence pacifique ne soit pas atteignable entre les différentes composantes dans le milieu universitaire marocain sans que chaque partie, aient conscience de leurs droits et des droits des autres parties. L'intervenant a affirmé que l'absence de cette culture chez les différentes parties les pousse à la violence. Il a également insisté sur le fait que les présentations et les exercices, en dépit de leur importance, ne peuvent à eux seuls résoudre la situation de conflits violents à l'université. Il faut une volonté politique de la part des leaders des factions étudiantes afin de gérer les tensions qui visent à éliminer les opposants respectifs. Une autre étudiante a affirmé qu'il n'y a pas d'alternative à la coopération et la coexistence entre toutes les factions en milieu universitaire, autrement la porte est ouverte à l'intervention de l'extérieur de l'université, c'est-à-dire en dehors du système éducatif. Ces tensions sont soit un appel à la solution sécuritaire, soit au chaos, parce qu'il arrive parfois même que les services de sécurité ne parviennent à maîtriser la situation. L'étudiante pense que la solution sécuritaire ne peut conduire qu'à la militarisation de l'université ce qui peut être préjudiciable à toutes les parties, quelle que soit l'intensité du conflit les opposant. Elle considère qu'il est important de s'en éloigner

en facilitant les opportunités de débat et de dialogue autour de toutes les thématiques litigieuses et également en consolidant et en renforçant ce qu'elles ont en commun.

Lors des échanges pendant la session de formation sur la conception des opérations de médiation, l'un des participants a présenté son initiative d'organiser une médiation entre les groupes de factions d'étudiants amazighs, sahraouis et islamistes à Marrakech. Il a expliqué que la première difficulté vient des tensions entre les différentes factions présentes au sein d'un même groupe. Un certain nombre d'étudiants intransigeants refusent le débat, tandis que d'autres peuvent être plus ouverts au dialogue. Il a relevé que la faction amazighe est plus radicale dans son idéologie et son fonctionnement, et qu'il a tenté de faire participer des acteurs de la société civile (par exemple des organisations non-gouvernementales des droits de l'homme) dans cette initiative sans y parvenir. Selon lui, il est difficile d'obtenir le soutien pour l'opération de dialogue de la part des factions de gauche à l'instar d'Al Barnamaj Al Marhali, qui existent seulement dans les espaces universitaires, en comparaison avec les autres groupes estudiantins liés aux partis politiques ou proche des personnalités externes à l'université. Il y a eu un autre commentaire selon lequel la question « vous êtes qui pour faire le médiateur ? » revenait souvent et ceci est symptomatique de la difficulté à être accepté par les parties au conflit en tant que médiateur local venant de l'intérieur.

DEUXIEME JOURNEE : APPROCHES DE LA MEDIATION MULTILATERALE ET LE PROCESSUS DE CONCEPTION DE LA MEDIATION

Durant la deuxième partie de l'atelier du 21 avril, la médiation multilatérale fut abordée à par un formateur présentant la définition de la

médiation en tant qu'une séquence à travers lequel une personne tierce ou un groupe externe aide les parties au conflit à aborder la prévention, la gestion ou la résolution du conflit. Le médiateur doit alors être approuvé par toutes les parties et agit avec leur consentement préalable.

La phase préliminaire du processus de médiation est la phase d'analyse du conflit, suivie par la phase de préparation, d'évaluation des options et de mise en œuvre de l'accord. Dans un feuilleton de médiation, la première phase est appelée phase d'exploration et implique la définition des protagonistes, du contenu et du contexte qui impactent le processus de médiation et qui peuvent être liés à des facteurs internes ou externes. Ensuite intervient la phase de conception : ainsi et afin de pouvoir concevoir le processus de médiation, il faudra définir le l'objectif, s'agit-il d'atteindre un accord global, un cessez-le-feu, mettre fin à une guerre ou bien d'acheminer des aides humanitaires ? La présentation a mis l'accent sur l'importance du lieu et sa neutralité dans la conception d'une médiation (car le lieu est lié au contexte et aux influences), son rythme et les participants (certains refusent la participation d'autres).

La médiation prend plusieurs formes. Il existe une médiation pure sans aucune influence sur les parties, une médiation qui peut-être plus musclée ou bien une médiation de facilitation où le médiateur joue le rôle de facilitateur qui aide les parties à parvenir à une solution.

Les participants ont aussi bénéficié d'une présentation sur le processus de conception de la médiation et comment pourrait-on être disposé à l'arrêter avant même d'atteindre les objectifs. C'est-à-dire arrêter la médiation lorsque l'on s'aperçoit qu'elle engendrerait plus de mal que de bien, et que ce processus

peut s'arrêter spontanément sans prise de décision.

Les participants ont discuté les voies et moyens de réussir une médiation avec le présentateur qui a abordé les conditions de sa réussite : les parties au conflit doivent être égales, doivent avoir une référence commune, elles doivent être légitimes et représentatives. Ensuite, le débat a tourné autour de la manière dont ces connaissances et techniques présentées lors de l'atelier sont mises à contribution pour résoudre les conflits entre les factions estudiantines dans les universités marocaines. Il a également été question de la manière d'atteindre une référence qui encadre le dialogue à la faveur des divergences idéologiques et politiques. Certains étudiants ont affirmé que le syndicat des étudiants, l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM) peut être le cadre qui devrait accueillir le dialogue. Chaque faction doit adopter les idéaux que défend le syndicat, en ce qui concerne les intérêts des étudiants et la liberté de l'action syndicale et politique au sein de l'université, comme étant un cadre de référence pour le dialogue, et non pas l'idéologie spécifique de chacune des parties qui la différencie des autres. Il s'agit ainsi de se concentrer sur ce qui réunit, en l'occurrence l'UNEM. Les points de vue des intervenants étaient divergents, entre ceux qui pensent que l'intervention d'une personne étrangère pour gérer l'opération de médiation aggraverait le désaccord, car la mentalité dominante au sein des organisations estudiantines tend à être indépendante dans son action, ajouter à cela le manque de confiance. Cependant, certains grands frères ont mis en avant le fait que la présence d'une partie autre que les acteurs de terrain directement impliqués dans l'université pourrait faciliter le rapprochement. Ce serait d'autant plus efficace si la partie qui intervient possède déjà une expérience estudiantine préalable et jouit de la confiance des toutes les

parties, toutes obédiences et orientations politiques confondues.

JEU DE ROLES SUR LA MEDIATION MULTILATERALE DANS LA PROVINCE IMAGINAIRE DE NAROON

Le deuxième volet de l'atelier, lors de la dernière partie de la première journée était consacré à un exercice pratique, où les participants se sont formés sur les méthodes de négociation et de conclusion d'accords afin de réaliser des acquis collectifs. Ils ont découvert que le désir de réaliser les acquis individuels sans prendre en compte l'intérêt de l'autre pourrait mener à la perte, alors que conclure les accords et s'engager à les appliquer serait profitable pour la collectivité.

Lors de la deuxième journée de l'atelier, le 22 avril, les participants ont joué des rôles sur la base d'une situation simulée, conçue aux fins de la formation. Ils se sont scindés en deux groupes, où ils ont joué le rôle de parties en conflit ainsi que celui de leaders qui essaient d'aider à trouver une solution à travers la médiation et la négociation. Durant le jeu de rôles, le débat a atteint un paroxysme au sein de l'un des deux groupes, où le médiateur n'a pas réussi à amener les parties aux conflits à conclure un accord, et fut accusé d'impartialité. D'autres ont dit que l'échec de la médiation était dû au médiateur et au langage provocateur utilisé par les deux parties lors des négociations, ce qui a exacerbé la situation au lieu de la résoudre. Ainsi, il a été décidé d'arrêter la médiation sans atteindre les objectifs.

Le deuxième groupe est parvenu à un accord qui limite les conséquences graves de l'exacerbation du conflit présumé. Les parties ont tenté de gérer le dialogue de façon à réaliser les objectifs de chacun en utilisant les conseils qui leur ont été dispensés juste avant l'exercice. La prédisposition de chacune des

parties et leur volonté de trouver une solution, ont contribué à réussite des négociations. Le médiateur est ainsi parvenu à gérer les négociations entre les parties, étant donné

qu'il connaît parfaitement la situation de chacune des parties, selon les instructions données dans l'exercice.

CONCLUSIONS ET PROCHAINES ETAPES

Les exercices ont été l'occasion pour mettre en application les connaissances présentées dans la partie théorique et un pas vers l'acquisition par les participants des compétences qui les aident à gérer une situation conflictuelle entre les factions estudiantines dans les universités marocaines et essayer d'atteindre une solution qui mettrait fin à la violence qui y règne.

A la fin de l'atelier, une évaluation globale ainsi que les conclusions et prochaines étapes ont été présentées. Les discussions ont porté sur la nécessité d'inviter des parties qui sont directement impliquées dans la violence dans l'université et qui pourraient jouer un rôle pour la prévenir, une fois qu'un accord est atteint entre les factions belligérantes. Il a été aussi proposé de se focaliser sur une université qui se caractérise par une diffusion à large échelle de la violence telle que Fès, Meknès ou Agadir.